

Simon Porcher, économiste : «Les conflits liés à l'accès à l'eau vont hélas se multiplier en France»

Par [Rose Lukacsi](#)

Le 2 juin 2024 à 07h00

Le Figaro Madame

Dans *La Fin de l'eau ?*, son essai aussi limpide que constructif, l'économiste explore les solutions pour préserver ce bien universel en voie de raréfaction. Un sujet vital en ces temps bousculés par le réchauffement climatique.

Manquerons-nous d'[eau](#) potable dans un avenir proche ? La question se pose, alors que les sécheresses se multiplient sur le globe, jusqu'en Europe et en France, où les Pyrénées-Orientales subissent une situation inédite et catastrophique. Professeur en sciences de gestion à l'université Paris Panthéon-Assas, Simon Porcher publie *La Fin de l'eau ?*, un livre très documenté sur ce sujet complexe mais ô combien vital qu'est la gestion de l'or bleu. Pour lui, nulle fatalité, des solutions existent pour mieux partager ce bien commun indispensable.

Madame Figaro. – À quel point l'eau douce est-elle précieuse ?

Simon Porcher. – On parle de [planète bleue](#), on a l'impression que l'eau est partout, en abondance. Mais 97,5% de cette eau est salée, puisque c'est celle de l'océan et des mers. Le peu d'eau douce qui reste se trouve surtout sous forme de glaciers. De sorte que sous sa forme liquide, utilisable et disponible, l'eau douce ne constitue que 0,5% de l'eau sur Terre. Or, celle-ci est essentielle à la vie, à la dignité humaine et à la santé publique, mais aussi à l'agriculture, à l'industrie, à l'économie. Dans nombre de pays en développement, elle se fait souvent rare et l'accès à l'eau potable n'est pas garanti. Résultat, l'ingestion d'une eau insalubre est la première cause de mortalité évitable dans le monde ; et un enfant de moins de 5 ans en meurt toutes les quatre-vingts secondes, d'abord en Afrique.

Le risque de manque d'eau concerne-t-il uniquement les pays pauvres ou arides ?

Non, et on est en train de s'en rendre compte. Dans nos pays industrialisés, on est habitué à avoir de l'eau disponible dans tous les logements, les réseaux d'accès à l'eau potable sont si fiables qu'ils sont devenus invisibles, y compris au sens propre puisqu'ils sont souterrains. L'eau est donc méconnue et sous-valorisée, relativement peu chère. On ne sait pas combien on en consomme ni combien on la paie. On a oublié qu'elle pouvait être indisponible, coupée, de mauvaise qualité ou rationnée. Mais avec les sécheresses de ces dernières années, aux [États-Unis](#) ou en Europe, nous réalisons que les pénuries d'eau peuvent aussi toucher des pays industrialisés et plutôt humides comme la France, où de nombreux départements ont connu des restrictions d'eau en 2022 et 2023, tandis que plus de mille communes subissaient des ruptures d'approvisionnement.

Comment expliquer cela ?

C'est lié en grande partie au [réchauffement climatique](#), qui modifie le régime de précipitations. Celles-ci sont plus incertaines. Il peut pleuvoir énormément en très peu de temps, et les sécheresses ont tendance à être plus longues et plus fréquentes. Dans une sorte de cercle vicieux, les sols asséchés n'arrivent plus à absorber l'eau et à la faire ruisseler vers les nappes phréatiques, aggravant l'aridité mais aussi les inondations. Ajoutez le fait que la population humaine augmente et consomme de plus en plus d'eau... et le déséquilibre entre l'offre et la demande s'accroît.

Quelles activités consomment le plus d'eau ?

Il faut distinguer la consommation du prélèvement. Consommer l'eau veut dire qu'elle ne retourne pas au milieu naturel, comme celle que nous buvons ou qui est absorbée par les plantes. Au niveau mondial, l'[agriculture](#) est le plus gros consommateur d'eau. Mais ce n'est pas l'activité qui en prélève le plus. En France, 50% des prélèvements d'eau servent à refroidir les centrales nucléaires. Comme pour l'eau de nos douches, celle-ci repart dans la nature.

Sur le Miroir d'eau, à Nice, pendant un épisode de canicule, en juillet 2018. AFP

Peut-on craindre une multiplication des conflits liés à l'accès à l'eau, en France ?

Hélas, oui. Car, selon Météo France, il y aura 10% de précipitations en moins en été d'ici à 2050, en métropole. Et la ressource sera de plus en plus inégalement répartie, avec des précipitations assez stables dans le Nord mais en baisse sur le bassin méditerranéen. Cela créera des [conflits](#) entre différents usagers, particuliers contre agriculteurs, agriculteurs contre industriels, agriculteurs entre eux, etc. On voit déjà des tensions autour de certains projets de golfs ou de mégabassines, comme à Sainte-Soline, dans les Deux-Sèvres.

Pourquoi ces mégabassines suscitent-elles autant d'opposition ?

Par rapport aux autres retenues d'eau qui récoltent la pluie, par exemple, l'idée est de pomper le liquide directement dans la nappe en hiver pour irriguer les cultures en été. Cela pose plusieurs questions. L'eau ainsi stockée à l'air libre s'évapore et est exposée aux microbes, alors qu'elle est protégée dans une nappe. Ensuite, cela soutient une agriculture intensive, dépendante de l'irrigation. C'est une forme de «mal-adaptation» au changement climatique qui n'est pas viable à long terme. Les conflits autour des mégabassines révèlent l'opposition entre deux visions du monde : ceux qui pensent qu'on trouvera des solutions techniques pour que la nature continue à s'adapter à nos usages, et ceux pour qui il faut plutôt s'adapter à la ressource, en diminuant notre [consommation](#).

Les solutions techniques ne sont-elles pas crédibles ?

Si, mais à petite échelle. Par exemple, dessaler l'eau de mer ne peut fonctionner qu'en zone littorale et c'est cher, énergivore et polluant. Capturer l'eau de pluie ne doit pas être fait au détriment de la faune et de la flore, et me semble plutôt adapté aux zones urbaines. On peut capter celle des brouillards, mais cela ne peut alimenter que des villages de [montagne](#) ou des zones arides, tels que le désert chilien. Quant à la réutilisation des eaux usées traitées, elle émerge en France pour arroser les golfs ou nettoyer la voirie. Avec le manque d'eau, ces solutions se développeront mais resteront localisées, minoritaires et ne pourront pas se substituer à l'eau des nappes. Aucune ne sera LA solution miracle.

Avec les sécheresses de ces dernières années en Europe, nous réalisons que les pénuries d'eau peuvent aussi toucher des pays industrialisés comme la France

Simon Porcher

Que préconisez-vous, alors ?

L'essentiel est d'agir sur la demande pour gaspiller moins d'eau et de s'assurer qu'elle soit moins polluée. C'est possible ! D'abord, le sujet devrait devenir une priorité politique. Comme c'est un bien commun global, il faudrait un traité mondial sur l'eau douce et une institution onusienne dédiée. Mais le partage de l'eau entre usagers se faisant localement, il faut aussi en démocratiser la gouvernance sur chaque territoire, mieux associer les citoyens. Réinventer le modèle économique de l'eau me semble aussi clé, pour que les services d'eau potable ne soient plus rémunérés au volume vendu, encourageant la [surconsommation](#), mais par exemple selon la diminution des fuites sur les réseaux, qu'il est urgent de rénover : en France, 20% de l'eau potable est perdue ainsi !

Quels sont les gestes à adopter ?

Chaque Français consomme 150 litres d'eau potable par jour. Si c'est bien moins qu'un Américain, on peut baisser encore de 10% en faisant un peu attention, avec des mousseurs sur les robinets... Et on peut jouer sur notre «empreinte eau», celle consommée via les biens qu'on achète : 5000 litres par jour pour un Français ! Produire un steak nécessite plus de 500 litres, un tee-shirt 3000... Cela devrait être affiché pour nous guider, comme les [calories](#) !